

AVEC CELLES ET CEUX D'ARJOWIGGINS LA SOLIDARITÉ, C'EST MAINTENANT !

La lutte des salariés d'ArjoWiggins a été le drapeau du congrès de la Filpac Cgt. Elle va occuper l'agenda de la solidarité fédérale dans les jours qui viennent. En effet, deux rendez-vous solidaires contre la brutalité patronale étaient inscrits après le congrès qui s'est achevé avec succès le 26 novembre.

Le 2 décembre avec les 5 Cgt d'Air France, inculpés par vengeance de la direction alors que le dossier réel du Tribunal de Bobigny est vide. Un rassemblement tonique et combatif a rappelé au pouvoir, actionnaire majoritaire de la compagnie aérienne, que l'état d'urgence sociale était proclamé par tous les syndicats qui luttent. C'est bien pour ça que l'audience a été repoussée très loin, fin mai...

L'autre date majeure, le 3 décembre, se jouait à 9 heures au siège d'ArjoWiggins à Boulogne-Billancourt, où un comité de groupe présidé par Lebard, PDG candidat à la destruction des usines de production du groupe, devait statuer sur le sort des usines.

Ce comité a reçu la visite des salariés en lutte et de responsables de la Filpac Cgt qui sont venus signifier au PDG Lebard que le sort des usines et des emplois importait plus aux travailleurs qu'aux actionnaires.

(...) Lebard ne veut plus d'usines, même rentables, elles sont jetables. D'ailleurs il vend les bâtiments de Charavines. Il cherche l'humiliation des professionnels du Papier.

Fort de l'appui du gouvernement Valls et de la Banque publique d'investissement, Lebard a déclaré que ses titres de propriété valent plus que tous les autres droits. Lui, propriétaire et représentant des actionnaires opérant sur le Stock Exchange de la Bourse de New York, a décidé la mort des usines. Non, Lebard ne veut plus d'usines, même rentables, elles sont jetables. D'ailleurs il vend les

bâtiments de Charavines. Il cherche l'humiliation des professionnels du Papier. Lebard a décidé, au nom du groupe que l'heure était à la distribution et non à la production. Ça rapporte plus aux actionnaires. Pour Lebard, il n'est pas question de cession ou de reprise des usines, il veut détruire les capacités de production et les emplois.

Les représentants des salariés et de la Filpac lui ont signifié que ça ne se danserait pas comme ça. Il n'est pas question de céder à cette tyrannie patronale qui s'autorise la privation de travail de milliers de salariés, qui appauvrit les communes sur lesquelles les sites industriels se trouvent, qui méprise la filière papetière et rejette sur la collectivité nationale le sort des licenciés et les dégâts commis dans les communes.

L'instrument de la lutte, en plus de la détermination affichée par le syndicat Filpac de l'entreprise, c'est la solidarité.

- **Tous les établissements du groupe Arjo Sequana devront être sollicités pour que l'action converge vers l'exigence d'expropriation de Lebard et des actionnaires. C'est la seule issue pour empêcher leur conspiration visant à détruire l'instrument de travail.**
- **Les élus locaux et régionaux, qui, par centaines, avaient déclaré et signé leur intention d'utiliser le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, comme pour M Real Alizay, doivent passer à l'acte. Ils vont être contactés immédiatement.**
- **Tous les syndicats de la Filpac et ceux des UD concernées doivent exprimer sans délai leur accord pour pratiquer cette expropriation et leur soutien solidaire à celles et ceux qui luttent depuis le 10 avril 2014.**

Voilà, nous y sommes, au jour d'après congrès. ●